
Des mots pour le dire

Entretien avec

Simone Bonnafous

Simone Bonnafous est linguiste et professeur en Sciences de l'information et de la communication. Elle est l'auteur de *L'immigration prise aux mots*, publié en 1991 aux Editions Kimé et de nombreux articles sur ce sujet, notamment dans la revue *Mots* qu'elle anime. Comment les désignations de l'immigré dans la presse ont-elles évolué ces dernières années?

A partir de la recherche sur l'image des immigrés et sur le vocabulaire de la grande presse, trois sujets peuvent être abordés. Le rappel des principales constatations; la question du lien entre le discours dominant et la réalité des faits auxquels ils se réfèrent d'autant plus que si les discours font partie intégrante des faits qu'ils contribuent à façonner, la réalité brute de l'immigration a elle-même profondément changé; les moyens dont on peut disposer pour corriger les stéréotypes véhiculés par les médias.

Des *travailleurs immigrés* aux *sans-papiers*, la terminologie a-t-elle évolué et que couvre-t-elle? Le discours sur les autres renseignant d'abord sur soi-même, que révèlent — sur la société française et ses problèmes — les glissements de terminologie? Par exemple, que nous apprend la manière dont la "question du foulard" a été traitée, et les mots alors employés? Qu'en est-il de la confrontation, à travers le vocabulaire sur l'immigration, des idéologies de droite et de gauche? Le discours de l'extrême-droite repose sur une idéologie construite, évidente et malheureusement efficace parce qu'elle mêle "valeurs" simples et émotions fortes: pureté du sang, refus et expulsion de l'autre... Les discours à gauche sont plus hésitants. Ils oscillent entre un économisme

Hiver 1997-1998

utilitaire ("les travailleurs immigrés ont été et sont utiles à la France"), et un humanisme flou ("il convient de traiter généreusement les immigrés"). A partir de ce constat de faiblesse idéologique, comment reconstruire une idéologie progressiste qui redevienne suffisamment attrayante et efficace face au discours de l'extrême-droite?

Parmi les faits majeurs de cette fin de siècle, il y a évidemment l'effondrement de pans entiers de l'idéologie socialiste; l'échec des politiques de développement du Tiers-Monde; l'accentuation des inégalités mondiales; les craintes relatives à une pression migratoire accrue... Sur cette toile de fond, les pertes de contact entre la réalité somme toute modeste de l'immigration et les mots pour en traiter sont permanentes. Comment l'évolution des mots accompagne, en s'en écartant sensiblement, en sacrifiant aux fantasmes, celle des données réelles?

On a parfois l'impression que le vocabulaire est tellement piégé qu'on ne sait plus comment parler des étrangers et des immigrés (que ces derniers soient ou non devenus français). Il ne faudrait cependant pas céder à une excessive prudence sémantique: en rappelant chaque fois les définitions (par exemple, en précisant ce qu'on entend par *intégration*, ou *assimilation*, ou *insertion*), ne peut-on prévenir les incompréhensions? Mais à l'inverse, n'est-ce pas parfois en préservant l'ambiguïté du vocabulaire utilisé qu'on peut agir pour débloquer une situation? Ainsi, l'imposition du terme *intégration* au tournant des années 90 apparaît-il comme une habileté positive, puisqu'elle a permis d'empêcher une crise ouverte dans la société française, qui aurait conduit, elle, à toutes les exploitations à l'extrême-droite.

Sur les hésitations de la pensée de gauche, sur la reconstruction d'une doctrine de progrès, on dispose de fils directeurs, de pistes à explorer. Mais peut-on aboutir sans des clarifications préalables? Peut-on aboutir sans une relance de l'idéal égalitaire, sans une dynamique sociale visant à réduire les inégalités réelles (de revenu, de patrimoine, de savoir...), ceci afin de se dégager des pièges de l'*identitaire*? Le métissage, comme futur et prolongement de l'intégration pourrait-il devenir un élément explicite, central, d'une idéologie de progrès pour demain?

Pour finir, la méthode utilisée pour analyser la presse sur le plan linguistique peut être utilisée, avec quelles adaptations, pour d'autres médias: télévision, cinéma?... Faut-il agir sur la formation des journalistes, auprès des responsables de programmes?

Simone Bonnaïfous: — Mes analyses et mes observations portent à la fois sur l'évolution des désignations — c'est à dire des mots pour parler des étrangers — et sur l'évolution des stéréotypes de l'Autre. Il faut faire attention à ne pas caricaturer les résultats de nos recherches. Je n'ai jamais dit par exemple que l'on n'employait plus le terme de travailleurs immigrés, ce serait ridicule. J'ai simplement montré qu'il y avait une évolution quantitative des usages et que dans un média comme *Le Monde*, il était intéressant de voir que ces deux dernières années, on trouvait plus souvent les mots *clandestin* et *sans papier* que le mot

immigré. Mais s'il est facile de travailler à partir du CD-Rom du Monde, il est impossible de faire du quantitatif sur l'ensemble des usages. Une autre facette de mon travail concerne les représentations ou les figures stéréotypiques qui sont plus générales, et que l'on peut observer à travers d'autres supports, y compris le cinéma ou la télévision. L'un a un rapport avec l'autre, c'est-à-dire que pour moi il y a un rapport entre l'évolution quantitative du vocabulaire, qu'on ne peut scientifiquement constater que sur des *micro corpus* et d'autre part l'évolution des figures archétypales. Mais les études ne sont pas du même ordre, elles ne peuvent pas prétendre à la même rigueur méthodologique.

Pour les analyses quantitatives d'évolution du lexique qui m'ont permis de constater le passage de *travailleur immigré*, à *immigré* dans une période récente et la sur-représentation relative de *clandestins* et de *sans-papier*, j'ai analysé un corpus de presse assez important de 1974 à 1984, puis de 1996. Mes résultats corroborent les travaux des historiens, en particulier ceux de Gérard Noiriel, et en même temps entretiennent un certain rapport avec les faits. L'année 1974 marque en effet la suspension de l'immigration et il y a donc un rapport — bien que décalé dans le temps — entre cette évolution législative et l'évolution lexicale

— Pourriez-vous rappeler brièvement les glissements lexicaux qui sont intervenus?

De 1974 aux années 79-80, on observe une grande variété d'usages entre gauche et droite, et surtout à gauche et à l'extrême-gauche, un usage très fort de *travailleur immigré*. Et puis progressivement à la fin des années 79-80, alors que ce syntagme *travailleur immigré* était vraiment caractéristique et permettait en somme de situer l'immigré parmi les travailleurs, c'est-à-dire de le situer pour la gauche dans la classe qu'elle était censée représenter, on voit ce syntagme progressivement disparaître, en même temps que le mot *travailleur* disparaît. Un terme unique s'impose alors, *immigré*, en alternance éventuelle avec *étranger*. Ce que l'on voit dans une période beaucoup plus récente, en tout cas dans un journal comme *Le Monde* c'est que les expressions *clandestin* et *sans-papier* viennent concurrencer en fréquence l'expression *immigré*. On peut donc repérer trois phases: les années 70, les années 80 et puis les années très récentes, c'est-à-dire la fin des années 90.

— Peut-on établir un lien entre l'abandon dans les années 80 de l'expression *travailleur immigré* au profit des termes *étranger* ou *immigré*, et les faillites du bloc de l'Est?

C'est tout le vocabulaire classiste qui disparaît à la même période. Bien sûr ce n'est pas sans lien.

Le terme *salarié* a totalement supplanté le terme *travailleur* dans le discours social. On ne trouve jamais *salarié immigré*. Comme si le terme *salarié* n'évoquait pas le travail manuel, comme si le statut social de l'immigré ne lui permettait pas de prétendre à l'appellation de *salarié*.

Le *travailleur immigré* a été la figure vraiment symbolique de l'exploitation capitaliste pour toute une partie de la gauche jusqu'aux élections de 1981. Le travailleur immigré était le symbole autour duquel se menaient les luttes: les foyers SONACOTRA, par exemple. C'est toute une période. Tout cela allait de pair avec l'idéologie marxiste et anticolonialiste de la fin des années 60.

— *Cette espèce de marécage "centriste" sur le plan sémantique n'est-il pas au fond le reflet d'une politique d'arrêt des immigrations de travail, arrêt qui aurait été intériorisé?*

En partie, mais je crois quand même avec un décalage, parce qu'en réalité, il n'y a jamais eu d'arrêt véritable de l'immigration y compris légale.

En fait l'usage abondant du terme de *clandestin* par exemple est récent. Dans les années 80, le discours sur la dénonciation des clandestins n'est pas un thème de gauche répandu. Ce qu'on trouve, ce sont plutôt des articles sur les immigrés, sur les problèmes des immigrés. Ceux qui sont à l'ordre du jour dans les années 80, ce ne sont pas les clandestins, ce sont les beurs des Minguettes, dont une partie sont des enfants et petits-enfants de harkis. Rappelez-vous la marche des beurs en 1983/84, on ne peut pas dire que le clandestin soit l'image de cette période. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il n'y en avait pas. Mais à l'époque on en parlait moins et on dénonçait *le travail au noir* plutôt que les *clandestins*.

Je crois que s'il y avait un rapport mécanique entre les faits et le discours, on parlerait des immigrés qui travaillent, des immigrés qui élèvent leurs enfants, des petites filles immigrées qui vont à l'école, des petits garçons qui vont à l'école. Mais le discours politique n'est pas fait pour ça et encore moins le discours médiatique. Je ne suis pas sûre que c'est parce que les clandestins sont plus nombreux à partir des années 90, qu'on en parle plus. Au contraire. A mon avis, la France était plus une passoire dans les années 80 qu'elle ne l'est maintenant. Mais dans les années 80, c'était une autre figure stéréotypique qui l'emportait, celle du beur, d'un côté et de l'autre celle de l'immigré renvoyant toutes deux à *un autre* bien installé en France mais avec des problèmes et créant des problèmes. Ce qui caractérise les années 80, ce n'est pas l'immigré qui travaille, comme dans les années 70, c'est l'immigré qui pose problème, et pas encore le clandestin.

— *Peut-être cela revient-il au fait que dans les années 80, on avait encore des illusions. En matière économique on disait: "On voit le bout du tunnel". La situation sur le marché du travail était certes inquiétante mais pas encore déterminante pour l'ensemble de la société. Le terme clandestin ne se généralisera qu'ultérieurement, lorsque le travail sera très dangereusement limité pour les résidents légaux. Comment analysez-vous le décalage entre ce que révèle une analyse lexicale du discours et la réalité, elle-même?*

En travaillant sur les représentations, on a le sentiment que ce qui est le plus important, en ce qui concerne ces désignations et ces stéréotypes, c'est l'influence très forte, dans ces années 80 et 90, de la propagande d'extrême-droite, avec ce qu'elle a entraîné, à savoir, la course à un certain électorat commun. Dans les années 80, l'extrême-droite parlait de l'immigration sauvage... Le "clandestin" c'est la figure dérivée un peu plus correcte de l'immigration sauvage. Je verrais donc dans l'importance prise par la figure du clandestin dans notre discours contemporain, la preuve de l'efficacité de la propagande d'extrême-droite, à la fois à travers son propre discours et ensuite dans la reprise par les hommes politiques de ce discours pour justifier des décisions. Plus il y a de charters pour renvoyer les clandestins, plus on en parle et plus cela devient une réalité incontournable. Si l'on parle de clandestins, on les réprime; si on les réprime, on en parle, etc. En fait tous les problèmes politiques et sociaux sont médiatisés, et la logique des médias c'est de parler de ce qui ne va pas, de ce qui fait scandale, même si ça ne va pas dans le sens du gouvernement. Les médias ne sont pas aussi suivistes qu'on l'imagine. Ce qui les intéresse, c'est tout ce qui va parler à l'affectif, aux sens... Ce qui explique la très grande médiatisation des sans-papiers, au moment de l'occupation de l'église Saint-Bernard. On voit bien que, dans ce cas, les médias ont été favorables aux sans-papiers mais d'une certaine façon, cette médiatisation a renforcé l'image dominante de l'immigré clandestin. Je crois autant à l'importance des médias et de leur logique, qui est une logique du spectaculaire, du sensationnel et de l'affectif qu'aux chiffres *réels* de clandestins (de toute façon impossibles à connaître).

– *Que révèle la manière dont le "foulard" a été traité par les médias, sur les fantasmes de la société française, sur l'Islam, sur les femmes voilées...?*

Sur la question du foulard, nous sommes un certain nombre à avoir travaillé. La façon dont cette histoire de foulard a été traitée par les médias, est tout à fait caractéristique de cette période. On n'a jamais dit que ces jeunes étaient clandestines, ce n'était absolument pas la question. Là où il y a eu rupture, c'était sur l'imposition à ce moment-là, du terme *intégration*. par les milieux politico-administratifs. Il a été très rare que l'on puisse observer l'imposition d'un mot, puisqu'en général, on ne sait pas en remonter la trace. Là, on voit très bien comment le gouvernement a créé toute une série d'institutions, (un Haut Conseil... un Commissariat..., un Comité interministériel...) qui toutes portaient le nom *intégration* dans leur intitulé. Du coup, on peut voir en quelques semaines, tous les titres de presse reprendre le mot *intégration*. Comme par ailleurs cela a été aussi imposé dans le langage administratif, dans des circulaires, c'est devenu LE terme. De ce point de vue, c'est une opération qu'on peut juger relativement réussie, puisqu'elle a écarté la revendication de l'insertion d'un côté, vue comme trop communautariste, et de l'autre celle de l'assimilation. C'était l'époque où à la Ligue des droits de l'Homme, des philosophes comme Étienne

Hiver 1997-1998

Balibar, militaient pour la "citoyenneté sans nationalité" et le droit de vote des immigrés aux élections municipales, et c'était l'époque aussi où la droite libérale était prête à reprendre une partie des propositions du Front National, en particulier la suppression de certaines allocations aux étrangers.

Politiquement, l'imposition du terme *intégration* a donc été une réussite, puisqu'en somme, autour de ce terme, il s'est réalisé une sorte de consensus provisoire, en tout cas de la droite et de la gauche parlementaires.

– *Peut-on dater la naissance du mot intégration?*

Non pas la naissance, mais l'usage systématique; auparavant l'usage hésitait entre insertion et intégration. Françoise Gaspard a montré comment, après la période de la colonisation où l'on emploie *assimilation*, *droite* et *gauche*, oscillent d'un mot à l'autre: les uns emploient *insertion* quand les autres emploient *intégration*, et vice versa. Et on a plutôt *insertion* à partir de 1981, pendant le début du gouvernement de gauche, avec la régularisation des travailleurs immigrés. A ce moment-là les termes qui dominent, dans le lexique de gauche, c'est *l'insertion sociale et culturelle*. On passe ensuite à *l'insertion* tout court, et puis le basculement vers *l'intégration* se produit après 1990, après l'affaire du "foulard".

– *L'utilisation d'un mot même si elle est porteuse d'avenir est ambiguë. Si l'utilisation du mot intégration est arrivée en 1990-91 dans la foulée du "foulard," depuis 1981, il y avait eu quand même une remise en cause de la vieille pratique assimilationniste, avec la reconnaissance du droit à la différence, des radios communautaires, l'enseignement des langues d'origine, etc. Ceci montrait que ce que l'on souhaitait, c'était une insertion moins mutilante.*

C'était en effet le mot *insertion* à cette époque.

– *Mais on a perçu les dangers et l'ambiguïté dont le mot insertion est porteur. On est venu alors à intégration, parce que l'assimilation ancienne manière n'était plus possible. L'intégration permettait justement de ne pas exiger des nouveaux venus une rupture radicale avec leurs origines, et en même temps réaffirmait la prééminence du corpus central des valeurs de la société d'accueil. Dans cette mesure, s'il comporte des ambiguïtés, comme vous le dites, le terme intégration peut ouvrir une voie. Et au bout il y a le problème du métissage...*

En tant que linguiste, je ne pense pas que l'ambiguïté soit forcément mauvaise. Au contraire, on sait très bien que souvent dans les négociations, voire la vie, on ne peut fonctionner qu'avec un minimum d'ambiguïté. Je ne pense pas que les termes ambigus soient systématiquement à bannir. Je crois que parfois cela permet de faire fonctionner certaines choses, et de laisser le temps... Mais ce que j'ai

aussi montré [dans un article], c'est que le mot *intégration* n'avait pas, pour certains locuteurs, un sens fondamentalement différent du mot *assimilation*, et que ça pouvait être un cache-sexe pour certains...

— Pour Jean-Claude Barreau, par exemple?

Pour lui, et pour d'autres. En revanche, c'est une ouverture relativement positive dans cette période-là, parce qu'effectivement, on est sorti de quelque chose qui était vécu comme négatif. De cette affaire du foulard qui était vécue comme une "insulte" à notre vision républicaine de l'école laïque, on est sorti par un projet, l'intégration, même si on ne savait pas bien le définir, plutôt que par un renvoi, une crispation que Le Pen aurait pu exploiter plus qu'il ne l'a fait. Donc je pense que ça a été relativement positif, au moins à moyen terme.

Sur la question du métissage, je crois que le problème n'est pas tellement de savoir si on doit opérer un métissage, mais si on doit le dire. L'opérer c'est une autre question, les choses se font d'elles-mêmes et progressivement. Je crois en revanche que l'on peut s'inquiéter de la généralisation d'expressions comme "français d'origine ceci", "français d'origine cela", "malien d'origine"... Ces désignations ethnicisent de plus en plus et ne s'accompagnent pas d'un discours franc de la part de la gauche sur le fait que la France est et sera métissée.

D'un côté, l'extrême-droite et la presse d'extrême-droite tiennent un discours sur la dégénérescence de la race française atteinte par l'immigration et sur les dangers du métissage; de l'autre, il n'y a pas vraiment de contre discours. Certaines analyses sur la télévision ont bien montré combien il était problématique, dans une société qui fonctionne beaucoup à la représentation, que les "non blancs", les "black", "beurs" etc. soient complètement sous représentés. Le "jeune immigré", le "jeune de banlieue", comme on dit maintenant, ou bien il est en train de faire le rodéo dans les années 80, ou bien il est dans la film *La Haine*, ou bien il n'apparaît pas. Je crois que l'image, la représentation c'est aussi important qu'un discours théorique.

A propos du discours de Le Pen, les analyses montrent que de toutes façons quand on veut dire ce que certains appellent la "race", tous les moyens sont bons. Ça peut être le prénom, ça peut être un "Monsieur Mohamed", ça peut être "immigré" tout simplement. De l'insulte au terme le plus banal, tout peut servir à renvoyer l'autre à sa différence et à le dénigrer. J'ai analysé la façon dont Jean-Marie Le Pen argumentait au moment d'un crime raciste. C'était un crime qui avait eu lieu à Marseille, contre un jeune comorien qui était mort, poignardé par des militants du Front National. Et quand il a été interrogé là-dessus par Gérard Carrerou à 7 sur 7, en 1995, Jean-Marie Le Pen a répondu en substance: "*De toutes façons il n'y a pas une victime et deux agresseurs, il y a trois victimes, trois victimes du climat délétère qui règne dans ces banlieues, et qui est dû à la très forte immigration; et donc les vrais responsables ce sont les politiques de droite comme de gauche qui ont laissé venir les immigrés en France*". C'est-à-dire qu'il requalifiait les données, avec beaucoup d'habileté, et à la limite c'était l'immigré lui-

Hiver 1997-1998

même qu'il rendait responsable de sa propre mort. C'est un procédé classique dans les dénégations racistes et c'est quasiment le même principe que l'on retrouve avec la notion de seuil de tolérance, c'est-à-dire l'idée que la cause du racisme c'est la présence des races.

Spontanément, nous fonctionnons par catégories. Ce qui fait que quand on pense "noir", on pense "blanc", et quand on entend "français", on entend aussi "immigré" en opposition, alors qu'en fait c'est faux juridiquement, parce que beaucoup d'immigrés sont français. C'est tout le problème du terme *immigré* et de son ambiguïté intrinsèque. Le terme américain *émigrant* est beaucoup plus satisfaisant parce qu'il renvoie à un acte limité dans le temps. On ne peut pas être émigrant éternellement, alors qu'on peut être immigré en France sans avoir jamais migré (les immigrés de deuxième ou troisième génération).

— *Vous dites à juste titre que Le Pen a un argumentaire extrêmement subtil et utilise toutes les ressources du langage mais il s'appuie sur toute une série de données qui sont implicitement acceptées par la société. A partir de là, comment agir, surtout quand on voit les imprécisions à gauche. Quelles pistes un linguiste peut-il tracer pour que d'autres puissent agir? Faut-il plaider pour l'utilisation d'un autre mot, émigrant par exemple, et comment faire passer cela?*

Je crois déjà que la présence de personnages, dans notre cinéma et notre télévision, d'origine étrangère dans des rôles, je dirais quelconques, serait un progrès. Cela évolue un peu, mais lentement quand même malgré la présence d'une nouvelle génération de jeunes réalisateurs. Sur le vocabulaire, cela me paraît plus compliqué: il est impossible d'imposer certains termes.

En tant que linguistes, on n'a pas l'habitude d'imaginer une opération volontaire sur le vocabulaire, on fait même plutôt partie de ceux qui ont dénoncé les politiques ministérielles de remplacement des mots anglais par des mots français inventés de toutes pièces. C'est ridicule pour nous, ça n'a pas de sens, c'est vider une langue de ses apports. Le problème avec le mot *immigré* c'est que ce n'est pas un terme juridique, c'est ça qui est compliqué. Si on s'en tenait au terme juridique, il n'y aurait pas de problème, or le mot juridique correct, c'est *étranger*. Le problème se pose dans le langage courant. Mais dans le langage courant le terme le plus fréquent c'est *immigré*, qui amalgame des situations complètement différentes.

— *Le terme étranger est clair sur le plan juridique, mais pas dans la pratique, parce que l'étranger peut être immigré ou ne pas l'être...*

On ne peut pas être étranger et en même temps français.

— *C'est la seule différence.*

C'est une différence de taille. Je crois que ce n'est pas tellement le mot *étranger* qui pose problème, ou alors l'abus du mot *étrange*; si on peut dénoncer l'abus du mot *étranger*, on ne peut pas dire quand on

abuse du mot *immigré*, le mot *étranger* ayant vraiment une définition juridique. A partir du jour où quelqu'un a la carte d'identité française, on n'a juridiquement plus le droit de l'appeler "étranger", tandis qu'*immigré* étant un participe passé, on reste à vie immigré si on a un jour émigré. L'emploi du mot *migrant* ou *émigrant* serait une vraie révolution pour les Français. Cela supposerait que l'on prenne en compte le passage et l'acte d'émigration. Si on ne légifère ni sur la langue ni sur les usages, on peut légiférer sur les termes juridiques.

– *Quelle est l'importance des mots? Et plus particulièrement du mot assimilation qui semble frappé d'une grande négativité à gauche? Doit-on préférer la "ghettoïsation" à l'américaine?*

Pour nous, les mots sont des actes. L'idée qu'il y aurait d'un côté les actes et d'un côté les mots ne tient pas. Parler c'est agir. De façon générale, négocier, c'est reconnaître le pouvoir des mots. Historiquement, les mots tuent largement autant que les armes. Si on regarde l'histoire, y compris l'histoire européenne récente, on s'aperçoit qu'il y a des accoutumances à des expressions, qui elles-mêmes justifient des actes. Il n'y a pas d'évolution politique qui n'ait lieu sans mots nouveaux.

– *C'est une bataille intéressante, mais il y en a une autre qui nous paraît importante: on peut se battre pour qu'au niveau des programmes de télévision par exemple, il y ait des documentaires sur les pays d'origine qui montrent les migrants dans leurs habitudes, pas dans leur côté farfelu ...Ce n'est pas en mettant le doigt sur le fait qu'il y a telle coutume un peu bizarre dans le Haut Atlas qu'on prendra en compte la réalité du prolétariat de Casablanca, qui se bat pour avoir plus de démocratie et pour gagner sa vie un peu mieux. Et en traitant de cette réalité quotidienne, très proche de la nôtre, dans les pays d'origine, nous pourrions peut-être mieux lutter contre les stéréotypes.*

J'y crois plus qu'au changement de lexique.

*Entretien conduit par
Robert Bistolfi
et Régine Dhoquois-Cohen*

- Bonnafous Simone: L'immigration prise aux mots, *Kimé1991*
- Bonnafous Simone: Mots et paroles de l'immigration. Essai de mise en perspective sur vingt ans, in *Revue française des Affaires sociales*, 1992
- *Hommes et migrations* n° 1154, Mai 1992: *Le poids des mots* (dont des articles de F. Gaspard et S. Bonnafous sur "intégration")
- *Cahiers de la Méditerranée* n°54, Juin 1997: *Mots et migrations* (édités par le CMMC de l'Université de Nice Sophia Antipolis).
- *Télévision d'Europe et immigration*, INA 1993 (diffusion La Documentation française).
- *MSCOPE-Revue* n° 4, Avril 1993: *Images de l'immigration dans les médias* (CRDP de Versailles, 3 Bd de Lesseps 78000 Versailles).

Hiver 1997-1998